



CHARTE MONTRÉLAISE
DES DROITS ET RESPONSABILITÉS

MÉMOIRE DU
SECRÉTARIAT DES JOURNÉES DE LA CULTURE

PRÉSENTÉ À L'OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE LA VILLE DE MONTRÉAL

LE 7 AVRIL 2004

Introduction

Nous tenons d'abord à remercier l'Office de consultation publique de Montréal d'avoir accepté de recevoir le Secrétariat des Journées de la culture dans le cadre de cette consultation. Nous tenons à féliciter la ville de Montréal et ses élus(es) pour cette initiative particulière qui consiste à définir et à encadrer les droits et les responsabilités des citoyens tout en forgeant un équilibre entre les droits des uns et les responsabilités des autres. C'est d'ailleurs avec plaisir que nous avons constaté l'intégration des droits culturels dans la proposition de Charte montréalaise. Cela témoigne de l'importance qu'accorde l'administration municipale à la culture, à son accès, à sa préservation et à son développement. C'est d'autant plus méritoire que cette Charte balisera le travail du nouvel ombudsman, un instrument positif, neutre et impartial mis à la disposition du citoyen pour faire respecter les droits énumérés dans la Charte.

Mais tout d'abord, quelques mots sur notre organisation. Le Secrétariat des Journées de la culture est un organisme à but non lucratif qui a pour mission de mener des actions de démocratisation culturelle sur l'ensemble du territoire québécois. La partie la plus visible de notre action est l'organisation des Journées de la culture qui ont lieu chaque année depuis 8 ans et qui rejoignent plus de 250 000 personnes. Le dernier vendredi de septembre et les deux jours suivants, des centaines d'institutions culturelles et d'ateliers d'artistes ouvrent leurs portes pour donner un accès privilégié à leurs concitoyens. Ils peuvent ainsi mieux connaître, découvrir et apprécier les processus de formation, de création, de production et de diffusion des arts et de la culture. Chaque année, 5 000 artistes et travailleurs culturels rencontrent leurs voisins pour expliquer, démontrer, favoriser la participation et intéresser à la culture. Le développement de l'amour de l'art et de la culture prime ici sur la consommation des produits culturels.

Ce mouvement de démocratisation culturelle revêt les contours d'une grande corvée qui vise à changer la dynamique entre les professionnels de la culture et les citoyens qui aspirent à être autre chose que des consommateurs passifs quand ils ne sont pas tout simplement exclus du système culturel.

C'est un travail d'éducation et de sensibilisation à long terme qui privilégie l'action à petite échelle, l'action à l'échelle humaine. Nous travaillons pour que le citoyen ne soit plus considéré comme un simple récepteur. Nous cherchons à ce que le citoyen, mieux informé, puisse s'exprimer, intervenir et devenir un véritable acteur du développement et de la protection de son environnement culturel. Nous croyons que si nos concitoyens saisissent l'importance et la portée des arts et de la culture dans leur vie de tous les jours, s'ils perçoivent les bienfaits et les retombées des arts et de la culture dans la vie de la cité, tant au plan de l'intégration interculturelle que des espaces de dialogue que permet l'univers culturel, ils seront les meilleurs remparts contre les pertes d'identité, l'homogénéisation ou tout autre effet pervers d'une mondialisation envahissante.

En ce qui a trait au préambule de la Proposition de Charte

En lien avec ce qui précède, nous aurions souhaité retrouver dans le préambule un appel sans équivoque à la participation du citoyen dans la cité. Dans le premier attendu, il est inscrit que la Charte doit rappeler le consensus du Sommet de Montréal sur les valeurs qui rassemblent et mobilisent les citoyens. De plus, à l'avant-dernier paragraphe du préambule, il est inscrit que la Charte est un instrument mis à la disposition des citoyens afin qu'ils puissent s'en inspirer. Or, nous constatons que les attendus proposés dans le projet de Charte sont timides à cet égard.

Au-delà d'assumer les responsabilités tel qu'écrit dans les attendus du préambule et je cite « ...de veiller et de promouvoir les rapports de bon voisinage... de ne pas porter atteinte à la pleine réalisation des droits des autres... de respecter la loi, les règlements, le bien public et les droits des autres citoyens... », nous proposons que le citoyen soit, de façon positive et explicite, invité à prendre une part active dans la cité.

Il doit être considéré comme un acteur à part entière plutôt qu'un récepteur et un spectateur. Nous comprenons que la Ville souscrit aux autres chartes des droits et libertés, à la Déclaration sur les droits de l'homme de l'ONU et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Mais nous aurions quand même souhaité un attendu qui précise la participation active du citoyen de Montréal en tant que droit et responsabilité de celui-ci.

En ce qui a trait aux Principes et valeurs

Dans le même ordre d'idée, il est inscrit à l'article 5 et je cite « ...la participation des citoyens aux affaires de la ville concourt à renforcer la confiance envers les institutions démocratiques, à développer le sentiment d'appartenance à la ville et à promouvoir les valeurs de citoyenneté active. »

Nous croyons que la participation du citoyen doit être associée à la pratique d'une citoyenneté active plutôt qu'à la promotion des valeurs de celle-ci. Ainsi, nous proposons que l'article 5 se lise comme suit : « ...une citoyenneté active concourt à renforcer la confiance envers les institutions démocratiques, à développer le sentiment d'appartenance à la ville et à responsabiliser le citoyen à l'égard des affaires économiques, culturelles et sociales de la ville ».

Par ailleurs, à l'article 1, nous croyons que le terme tolérance devrait être précédé du mot respect pour éviter de comprendre le mot Tolérance dans sa première définition selon le Petit Robert, soit : « ...le fait de tolérer, de ne pas interdire ou exiger, alors que l'on pourrait ». Ce n'est certainement pas le message que l'on souhaite lancé dans ce projet de charte. La deuxième définition est plus juste, soit : « Attitude qui consiste à admettre chez autrui une manière de penser ou d'agir différente de celle qu'on adopte soi-même. » La prudence nous incite à inclure le mot Respect pour éviter toute interprétation fâcheuse.

À l'article 9, nous proposons d'ajouter la sauvegarde du patrimoine artistique au même titre que les dimensions architecturale, historique et naturelle. Une œuvre d'art, une sculpture ou une installation extérieure est autant partie intégrante de l'environnement ou du paysage, qu'un bâtiment, un boisé, ou un site historique et mérite tout autant d'être sauvegardée et de participer ce faisant aux droits culturels des citoyens.

Par ailleurs et de façon plus générale, il nous apparaît important que les Montréalais et les Montréalaises s'identifient et adhèrent aux grands principes et aux valeurs de cette Charte. Mais encore faut-il que celle-ci témoigne des attributs de cette ville, que cette Charte ait une couleur qui soit propre à Montréal pour que les citoyens s'y reconnaissent. Or, on ne reconnaît nulle part dans le texte les spécificités de Montréal. Telle quelle, cette proposition s'applique à n'importe quelle ville dans le monde.

Nous suggérons de colorer la Charte pour en faire un projet à l'image de Montréal. Nous proposons d'y retrouver le fait que Montréal est une île, le fait que Montréal soit d'abord une ville française où se côtoie, par ailleurs, la dualité linguistique française et anglaise, fondée en 1642 par exemple. Nous sommes convaincus que les particularités montréalaises doivent être prises en compte dans l'élaboration de cette Charte si l'on souhaite la voir devenir un instrument favorisant le plein exercice de notre citoyenneté montréalaise.

Quant aux droits, responsabilités et engagements

Nous nous sommes concentrés sur le chapitre 3 qui traite de la vie culturelle. À l'article 16 - Droits et responsabilités, il est mentionné que « ...les citoyens et les citoyennes jouissent de droits culturels et participent, avec l'administration municipale, à un effort collectif visant à assurer la jouissance de tels droits » or ces droits ne sont pas définis au préalable. Nous comprenons que le format et le cadre d'une Charte n'est pas le lieu pour définir dans tous les détails les droits qu'elle énumère. Mais, la Ville pourrait lever ces ambiguïtés ou du moins tenter de le faire en précisant ses engagements.

À l'article 17, à l'alinéa a), la Ville s'engage « ...à sauvegarder et à protéger le patrimoine culturel, historique, scientifique, architectural et naturel de la Ville ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent. » Parce que les arts constituent un des fondements de la culture d'une société, nous proposons d'ajouter la protection du patrimoine artistique.

Par ailleurs, nous pensons aussi qu'il faille plus que favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui distinguent les différents patrimoines culturels. Nous souhaitons qu'un alinéa concernant le droit à l'éducation artistique et culturelle soit clairement inscrit comme un engagement de la Ville. En effet, ce qui est maintenant convenu d'appeler la médiation culturelle devient un fabuleux vecteur de valorisation des arts et de la culture, d'encouragement et de sensibilisation à la pratique artistique et culturelle par le citoyen et un outil favorisant l'inclusion et le renforcement social. Par exemple, la constitution belge garantit à l'article 23 « ...le droit à mener une vie conforme à la dignité humaine et notamment le droit à l'épanouissement culturel et social. » Cet article a servi de levier dans la mise en place de programme de lutte contre l'exclusion sociale. Le programme Art 23, mis sur pied en 1996, a permis à des centaines de personnes marginalisées de se réintégrer dans la société grâce à des activités conçues par des artistes réputés. Cette expérience et bien d'autres démontrent l'utilité et la pertinence d'établir des ponts entre les artistes, les travailleurs culturels et les citoyens. La participation à la vie artistique et culturelle est un droit malheureusement négligé et pourtant, elle est un outil primordial dans la lutte contre l'exclusion sociale.

Il faut donc souhaiter que la Ville s'engage à favoriser la médiation comme outil d'éducation artistique et culturelle en plaçant l'artiste au cœur de cette dynamique. L'expérience le démontre, le citoyen ne veut pas que voir et comprendre en demeurant un spectateur passif. Il veut apprendre en mettant les mains à la pâte, il veut expérimenter diverses disciplines en lien avec l'artiste, le formateur ou le professionnel. Si la Ville souhaite voir se développer le potentiel créateur à Montréal, elle a la responsabilité d'offrir aux citoyens une éducation artistique et culturelle qui tienne compte de leurs attentes.

À l'alinéa b), il est écrit que la ville de Montréal s'engage « ...à garder accessible, tant au plan géographique qu'économique, des lieux de promotion et de diffusion de la culture et de l'art et à maintenir les possibilités de fréquentation de tels lieux. » Nous aurions souhaité que la Ville s'engage aussi à accroître la fréquentation des lieux de promotion et de diffusion.

À l'alinéa c), la Ville s'engage « ...à promouvoir le développement et la multiplicité des pratiques culturelles sur son territoire... » nous proposons d'inclure, à l'instar de la ville de Barcelone, la notion de droit à la création et de concéder aux créateurs et aux citoyens l'utilisation de l'espace public comme espace culturel et de création.

À l'alinéa d), la Ville s'engage « ...à promouvoir le réseau des bibliothèques en tant que lieu de diffusion, notamment des documents d'intérêt public. » Bien que les bibliothèques soient effectivement des

dépositaires d'information d'intérêts publics, on devrait leur reconnaître une mission beaucoup plus large de lieu de savoir et de culture.

En somme, nous souhaitons que la Charte énonce les droits culturels et qu'elle s'engage de façon à respecter le droit à l'éducation artistique et culturelle, le droit à la création, le droit à la pratique artistique et culturelle par le citoyen, le droit à la connaissance, à l'information, et le droit à un plus grand accès à la vie artistique et culturelle de Montréal.

Conclusion

Nous espérons que nos remarques contribueront à bonifier cette proposition de Charte qui pose déjà les jalons importants de l'exercice de notre citoyenneté dans la ville. Il nous apparaît cependant inévitable de devoir porter une attention particulière à l'aspect culturel pour déployer le potentiel de créativité de ses citoyens et garantir ainsi le développement harmonieux de Montréal.

Le 7 avril 2004

interarts

CHARTER OF CULTURAL RIGHTS AND
COMMITMENTS
IN THE CITY

MORATORIA

CHARTER OF CULTURAL RIGHTS AND COMMITMENTS IN THE CITY

Barcelona 2002

City Council of Barcelona- Interarts Foundation

Preamble

The Right to Culture is recognised in the Universal Declaration of Human Rights.. The subject of this right is the person or the collective, and its exercise is individual. The guarantors of this right are the States in all their administrative configurations.

From this Human Right to Culture, other rights are derived: the rights of cultures to be protected and promoted in their singularity and creativity as indispensable elements of human dignity, and for the exercise of other Human Rights (such as the right to the liberty of opinion, information, association or conscience). Furthermore, the rights to self-determination, non-discrimination, or education, affect and are affected by cultural rights.

The Cultural Rights were gathered together in Article 15 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, which was added to the Universal Declaration of Human Rights. The Covenant came into effect in 1976, and has since been ratified by 147 states.

The Cultural Rights there considered refer to the access of everyone to the intellectual and scientific progresses of society, to the right to enjoy the benefits (material and otherwise) of their intellectual, scientific and artistic productions, to the protection of cultural goods, and to the right to take part in cultural life.

The latter right is the one, which currently receives greatest attention from international authorities, especially from those that form part of the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights.

The effect the new cultural relations have in the contemporary world, and their implication in matters of economy and co-living, have underlined the importance to further define this area of the Human Rights. The Committee itself created a working group in 2002, which has subsequently met at two conferences - one in Manila, another in Barcelona - in order to advance the reformulation of the Right to Take Part in Cultural Life.

The celebration of the conference in Barcelona in November 2002 - jointly organised by the City Council of Barcelona and the Interarts Foundation - permitted the presentation of the Charter of Cultural Rights and Commitments in the City. The United Nations Committee has now included the charter in its working material for the future definition of its texts. It will be a process of continuous revisions and elaborations, and the Universal Forum of Cultures in Barcelona 2004 has been set as the official point of reference for its maturation.

This process coincides and converges with that of the Charter of Human Rights in the City, signed by about a hundred municipalities all over the world, ratified in Barcelona in 1998, and later approved at various international forums.

The Cultural Right, which most directly affects urban co-living, is the right protecting the participation in cultural life. Given that it is a right that is difficult to objectify, its application needs to be complemented by a civic contract. This implies that next to certain guarantees, there need to be certain commitments - in the sense of the necessary commitments a citizen undertakes towards the community.

These duties or commitments are reflected upon in the Universal Declaration of Human Rights as well, which establishes in Article 29 that:

Everyone has duties to the community in which alone the free and full development of his personality is possible.

The identification and implementation of Cultural Rights are therefore logical deductions from considering culture a collectively constructed public good; a good, which is in need both of a protection from the global market, and of a safeguarding against interests, which could insert private uses within the political, economic or social spheres.

Cultural Rights are derived from general anterior norms, and are applicable especially in the urban environment, in which they serve to constitute a platform for the access to a more just, agreeable and creative co-living.

This Charter of Cultural Rights and Commitments in the City hopes to contribute some elements to advance the application of those Cultural Rights, which were recognized in the Universal Declaration of Human Rights and amplified in the International Covenants, within the urban environment.

Such an adaptation of the Cultural Rights - expressed in the normative documents, which themselves derive from the Universal Declaration of Human Rights - is necessarily a political, evolutionary and transactional exercise. "Political", because it necessarily implies a selection of priorities for co-living; "evolutionary", because these priorities tend to transform themselves continuously over time; and "transactional", because it is an exercise, in which dialogue and negotiation are fundamental parts of the implementation process.

This charter asserts that there may indeed be cultural rights, which can exist independently of legal texts to confirm them. The existence of a Right is a moral conception of co-living; a mature society might not need to traduce it into normative texts.

The text, which is herewith proposed, is therefore not so much a codex but a map: it is a cartography of attitudes towards co-living, in which culture figures as the primary matter of urban life. Cultural co-living marks the urban climate of our days, but the norms needed to regulate it cannot be defined in the same manner as other aspects of urban life.

The Cultural Rights emphasised in this document will have to be subordinated to the existing positive norms in the city, which regulate the more formal and physical aspects of co-living. It is for this reason that they are formulated here

together with a series of commitments to be undertaken by Citizens, and some commitments to be undertaken by the Municipal Administration itself.

This document is therefore a text, which is expressed rather in civic or political than in juridical terms, although each one of its sections is designed in the spirit, and often in the wording, of Article 15 of the International Covenant.

1. THE CULTURAL RIGHTS OF CITIZENS

A- The Right to the City as a Cultural Space.

Citizens have the right to an urban environment presided over by values of beauty, creativity and sociability, and to use the city for their expressive and creative needs.

Citizens have the right to introduce their personal expressivity into the urban environment through individual aesthetics (clothing, make-up etc.) and through objects of everyday use (car, housing, etc.).

Citizens have the right to an urban environment where culture, health and environmental equilibrium form an inseparable part of any sustainability scheme.

Citizens have the right to present their cultural activities and productions in the public space, and to establish a dialogue with the participants and the spectators.

Citizens have the right to a public space of culture in the physical as well as in the communicative and virtual environment, where the rights to access and participation continue to be expressly recognised.

B. Access, Protection and Non-Discrimination

All Citizens have equal rights to the access to cultural practice in their local environment, and to promote cultural projects, be they of their own or of a third party.

Citizens have the right to the protection of their public cultural environment from the proliferation of commercial or political messages, which denaturalise its cultural contents or infringe on the respect for the cultures.

Citizens have the right to the protection of all cultures, especially the most vulnerable, which are present in the urban environment. This protection must take into particular consideration the culture that is most deeply rooted in, and maintains a unique relationship with, the urban territory in terms of history, language, landscape, tradition and creative continuity.

Citizens have the right to enjoy leisure time, which permits them to make an adequate use of cultural opportunities, and which they can reconcile with their everyday way of life.

Citizens have the right to enjoy their urban cultural activity in adequate conditions of transport, and without any threats to their security.

Citizens with mobility deficits have the right to access cultural establishments and activities without difficulties, and to find particular offers for their conditions there.

Younger Citizens have the right to cultural offers that correspond to their educative, expressive and creative needs.

Citizens residing in hospitals or penitential establishments have the right to a cultural life that is adequate to their conditions, and to cooperate in external cultural projects.

Citizens with low income or those unemployed have the right to an accordingly facilitated access to the cultural offers of the city.

Citizens have as consumers the right to a specific protection of their interests, both in public and in private transactions.

C. Participation, Cooperation and Creation of Projects

Citizens have the right to take part in all cultural, festive or artistic manifestations organised by any part of the community in the public space.

Citizens have the right to adopt the expressive practices of any world culture, and to express themselves through these in the urban environment.

Citizens have the right to participate in public debates about cultural life in the city, and to influence in a direct manner the decisions affecting them themselves.

Citizens have the right to have their local areas of co-living – neighbourhoods, streets, etc. – considered as cultural units able to develop proposals and enjoy public resources.

Citizens have the right to establish actions and systems of cultural cooperation within and outside the city, without any institutional limits or borders.

Citizens have the right to be offered the protection of the city, for cultural initiatives they wish to establish, through the juridical and administrative structures that are most adequate to the needs of the project, including structures that are suited to projects of an informal nature.

Citizens have the right to enjoy the arbitrage of the ombudsman for Human Rights in the City to resolve conflicts of co-living, when the elements in need of protection are culture and its diversity.

D. Memory, Heritage, Spirituality

Citizens have the right to the conservation of those mobile or immobile elements considered significant in the contemporary dialogue between memory, identity and creation.

Citizens belonging to any cultural community whatever have the right to reflect their collective memory in the urban environment, and to have it conserved and explored by the city of the future.

Citizens have the right to reflect their spirituality in the expressive and creative practices of culture in the city.

Citizens have the right to practice the funerary traditions and accompanying cultural manifestations that are characteristic of their culture.

Citizens have the right to the continuity of the city's living memory as expressed through its popular and traditional heritage.

Citizens have the right to the memory of the community in form of catalogues held in public museums, archives and other urban facilities.

E. Artistic Education, Communication, and Cultural Knowledge

Citizens have the right to know the past and present of their own culture and of the other urban communities, especially in terms of the native language of the city, and the languages fostered by cohesion and communication.

Citizens have the right to an artistic and cultural education that forms part of the academic curriculum from the commencement of schooling onwards, and to dispose of complementary education facilities in their close neighbourhood so that they may take maximum advantage of their expressive and creative capacities.

Citizens have the right to punctual and complete information on cultural events and initiatives in the urban environment, and to demand this information from both the public and the private means of communications.

Citizens have the right to the means of electronic reference or public reading material, so that they may continue their cultural instruction.

Citizens have the right to the formation in the disciplines of cultural organisation and production, and in all that allow them the creation and management of businesses in this area.

2. THE COMMITMENTS OF CITIZENS

The Charter invites citizens to assume these commitments because of their importance for co-living, for the socialisation of creativity, and for the promotion of Cultural Rights.

Citizens are actors and agents in the cultural life of the city, and for this reason they are responsible for its spiritual, creative and sensible development.

Citizens undertake the commitment to harmonise their cultural expression with the social context in the public and the private space.

Citizens undertake the commitment to respond to the expressive and creative proposals of other citizens and groups in the public space of the city.

Citizens undertake the commitment to cultivate the knowledge of the cultures that live together in the city, and especially the knowledge of the culture that has configured this city continuously over time.

Citizens with and from cultures that were originally rooted in other territories undertake the commitment to know and participate in the culture of the host community.

Citizens undertake the commitment to encourage the participation in their cultural offers of all possible members of the public, especially those to which there is the greatest cultural distance.

Citizens undertake the commitment to take the most vulnerable sectors of the community into consideration when realising their cultural projects.

Citizens undertake the commitment to distribute information on their cultural activities as widely as possible.

Citizens undertake the commitment to make use of the systems of participation offered by the city for the decision-making processes on cultural politics and cultural resources.

Citizens undertake the commitment to structure their cultural activities, where at all possible, through organisations that foster stability, continuity, visibility, and participation.

Citizens undertake the commitment to preserve the public and the private cultural heritage of the city, beginning from family objects and mementos that could be of interest to the public.

Citizens undertake the commitment to promote the culture of the city world-wide, and to establish systems of cooperation with projects of other cultures.

The educative communities of the city undertake the commitment to establish the highest levels of cooperation possible with other cultural initiatives, especially with those that share the adjacent urban space.

The businesses and enterprises of the city undertake the commitment to take the cultural impact of their activities into account and to assume responsibilities in the areas of patronage and sponsorship.

Political parties, NGOs and other movements with social responsibilities undertake the commitment to emphasise their cultural role in the city, as well as in all their other geopolitical spheres of activity.

Women's organisations in the city undertake the commitment to contribute with their social and intellectual activity to the development of creativity and cultural participation.

Artists and cultural producers undertake the commitment to defend the public space of the arts, and to assure a creative dialogue that is stimulating and enriching for all citizens.

Young people, as citizens of full cultural rights, undertake the commitment to pose their creative energies at the service of the city, and especially so in projects, which have the improvement of co-living and of the urban environment as their object.

3. THE COMMITMENTS OF THE MUNICIPAL ADMINISTRATION

Many of these commitments are already drawn together in the practical cultural-political provisions consolidated in the city; however, it might be conducive if the Municipal Administration made them explicit in form of a response to the Rights and Commitments of Citizens.

The Municipal Administration undertakes the commitment to guarantee the participation in cultural life of all citizens in an urban environment that is richly sensitive to the arts, to memory, and to creative co-living.

The Municipal Administration undertakes the commitment to guarantee that the access to public resources destined for cultural matters is non-discriminatory, transparent and participatory, both in terms of debate and of decision-making structures.

The Municipal Administration undertakes the commitment to support the creation of voluntary entities and professional projects, which have the improvement of cultures - and especially minority cultures - in the city as its object.

The Municipal Administration undertakes the commitment to put at the disposal of citizens all the public facilities that permit to satisfy their expressive and creative needs.

The Public Administration undertakes the commitment to put at the disposal of citizens all the means of communication that promote cultural information, knowledge and debate.

The Municipal Administration undertakes the commitment to promote the cultures of the city world-wide, and to encourage cultural projects that are realised in cooperation with international partners, especially with those from developing countries.

The Municipal Administration undertakes the commitment to guarantee that the city offers publicly supported programs for artistic education, heritage studies, and cultural communication.

The Municipal Administration undertakes the commitment to utilise all means of communication at its disposal in order to adopt fiscal measures ensuring the sustainability of cultural projects and enterprises.

The Municipal Administration undertakes the commitment to establish an independent system of arbitration to resolve the cultural conflicts that are touched upon in the Charter of Cultural Rights and Commitments in the City.